



**GÉOPOLITIQUE STRATÉGIE
ÉTUDE DIRIGÉE DE GÉOPOLITIQUE**

**DIVISION A
GROUPE 2**

MEMOIRE COLLECTIF

SOUS LA DIRECTION DU PROFESSEUR JEAN LOUIS SCARINGELLA

sur le thème

"LA PUISSANCE ECONOMIQUE"

SYNTHESE GENERALE

**PILOTE DE L'ÉTUDE
C.F. TSANGA STANISLAS**

DECEMBRE 1997

LA PUISSANCE ECONOMIQUE

Dopée par la déréglementation et le développement des moyens de communication, l'économie mondiale n'a jamais été aussi puissante, vulnérable et génératrice d'inégalités. L'entreprise en est un des moteurs essentiels. Placée en situation de survie en raison de la concurrence, il lui faut en permanence tirer le meilleur parti de ses hommes et de ses capitaux. Sa mobilité exige enfin que l'Etat optimise les avantages comparatifs que sont la recherche fondamentale, les infrastructures, la stabilité sociale, l'éducation, la sécurité la qualité de l'environnement et son propre marché.

1. MONDIALISATION DE L'ECONOMIE ET CONSEQUENCES

11. Les causes: déréglementation et progrès technologiques

Au cours des 20 dernières années, les privatisations accomplies en Europe (Angleterre, France, Italie, ...) ont donné le champ libre aux entreprises qui, dégagées de toutes contraintes nationales ont adopté des stratégies qu'exigeait la seule logique économique. Au même moment, les appartenances à des ensembles régionaux tels que l'Union Européenne, l'Association de Libre Echange Nord-Américain ou le MERCOSUR et les négociations multilatérales menées dans le cadre du GATT ont permis aux Etats signataires de réduire dans des proportions importantes leurs taxes douanières. Les monnaies, enfin, instruments de souveraineté par excellence, ont vu leur gestion transférée des Etats à des banques indépendantes. La valeur de la première monnaie d'échange, le dollar, est flottante depuis la dénonciation des accords Bretton-Wood dans les années 70, tandis que son émission et les taux d'emprunt associés sont décidés en toute indépendance par la banque fédérale des Etats-Unis. Il en sera de même pour l'Euro dont les taux d'intérêt seront fixés par la banque centrale européenne.

Simultanément, les progrès technologiques considérables réalisés par les moyens de transport, de télécommunication et d'informatique ont permis de répondre aux besoins accrus de communication, d'informations et de mobilité liés à l'augmentation des échanges commerciaux et financiers.

12. Première conséquence: la puissance des acteurs de l'économie mondiale

La puissance de l'économie mondiale peut s'apprécier à l'aune du nombre, du pouvoir et de la richesse des acteurs économiques sur le marché mondial.

12.1. Des acteurs économiques en nombre croissant

Les acteurs économiques se sont multipliés en nombre. Il n'y a jamais eu aujourd'hui autant d'entreprises, de banques, de places boursières et de consommateurs. Avec la chute du mur de Berlin, c'est brusquement toute l'Europe Centrale, la Russie et les ex-républiques soviétiques qui s'ouvrent à l'économie de marché. Ainsi, les trois nations les plus dynamiques en 1997 par la croissance de leur capitalisation boursière sont la Lituanie, la Russie et la Pologne. Le nombre de multinationale est passé de 9481 en 73 à 11000 en 77, puis à 38541 en 94. Vingt années de croissance frénétique permettent à toute une partie de l'Asie de l'Est et

du sud-est d'assouvir en masse aujourd'hui ses besoins en produits de consommation courante -télévision, hi-fi, vidéo, motos,...-.

122. Pouvoir politique et financier des acteurs économiques

La puissance des acteurs s'est renforcée parce que leur pouvoir politique et financier a augmenté. Le pouvoir d'achat potentiel du milliard de Chinois influence les politiques étrangères des gouvernements occidentaux en Asie de l'Est. Toute intrusion politique malheureuse dans l'économie d'un pays quel qu'il soit est immédiatement et impitoyablement sanctionnée par une fuite de capitaux à l'origine de la chute des cours boursiers. Les multinationales brassent des chiffres d'affaire qui tendent à dépasser les produits nationaux bruts. Les grands projets ne sont plus arbitrés par les Etats mais par les marchés, sur des critères purement économiques la plupart du temps. Enfin, certains pays en voie de développement et les nations en crise sont contraints de se plier aux injonctions du FMI et de la Banque Mondiale qui subordonnent l'octroi de leurs prêts aux efforts consentis pour démocratiser les institutions et libéraliser les économies.

123. Une richesse due à l'augmentation des investissements et des échanges

Au cours des deux dernières décennies, la multiplication des investissements transnationaux et des échanges internationaux a permis aux principaux acteurs économiques de s'enrichir sur le marché mondial.

Essentiels pour la survie de l'entreprise qui trouve ainsi les moyens d'augmenter sa compétitivité face à la concurrence des pays à bas salaires, **les investissements** ont connu une croissance sans précédent au cours des vingt dernières années. Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont été le fait principalement de la Triade (Etats-Unis, Union Européenne, Japon) qui a totalisé 1113 milliards de dollars entre 90 et 95 sur les 1366 milliards investis par l'ensemble du monde pendant la même période. Au sein de la Triade, l'UE arrive largement en tête que ce soit comme investisseur (UE: 630 milliards de dollars entre 90 et 95, Etats Unis: 333 milliards) ou comme bénéficiaire des investissements (UE: 468 milliards, US: 258 milliards). Au sein de l'Union Européenne, la France, en cinquième position, prouve qu'elle reste un acteur majeur de l'économie mondiale.

Trois faits importants doivent être mentionnés à ce niveau: le décollage de l'Europe centrale qui commence à être prise pour cible par les capitaux occidentaux, le dynamisme de l'Asie qui parvient à capter 34% des IDE en 97 et la concentration des investissements sur les biens et services à forte valeur ajoutée (électronique, informatique, télécommunication).

Multipliés par 67 depuis 1947, **les échanges commerciaux** ont fortement contribué à tirer l'économie mondiale, d'autant que la tendance est à leur croissance exponentielle. Sur les 20 dernières années, la nature des biens échangés et la hiérarchie des Etats commerçants se sont modifiés.

Ainsi, la croissance des échanges est le fait principalement des produits manufacturés (télécommunications et des produits informatiques) et des services bancaires qui représentent à eux seuls 75% des exportations mondiales.

Par ailleurs, le développement du commerce international est resté circonscrit aux nations de la Triade qui pèsent dorénavant 85% des échanges. L'Union Européenne sort gagnante de la confrontation avec 20% des exportations, un excédent commercial record, et des coefficients d'ouverture et de dépendance inégalés (rapports exportation/PIB et importations/PIB de l'ordre de 30%). Les Etats-Unis arrivent en seconde position avec 12%

du commerce mondial et des coefficients équivalents. La France se maintient en cinquième position. L'excédent de 122 mdsF obtenu en 96 illustre les capacités des entreprises françaises à se projeter et à s'ouvrir à l'international, dans un univers plus complexe. En Asie, la croissance du PNB supérieure à la croissance des échanges prouve les réticences des dragons à s'ouvrir au commerce extérieur.

Quant aux PVD, ils s'intègrent progressivement au marché mondial mais cela les contraint parfois de se spécialiser pour rester compétitif. L'Amérique du sud se distingue par une croissance exceptionnelle de ses échanges (11% en 97). Restent en marge, l'Europe de l'Est qui ne parvient pas à décoller car elle est contrainte de subvenir à ses besoins par les importations et l'Afrique dont quelques signes permettent cependant de penser qu'elle bouge.

Troisième composante de l'enrichissement mondial et « poumon de l'économie », les **marchés financiers** permettent de transférer les capitaux détenus en excès aux opérateurs qui en ont besoin. L'énormité des besoins financiers s'est traduit par une augmentation considérable du stock et des flux. Ainsi, depuis le début de la décennie, les marchés boursiers de la planète ont presque doublé de taille, passant de 10900 milliards de dollars au début de 1990 à 19150 milliards à la fin du premier trimestre 1997. Sur l'ensemble de la période, la hausse est de 75,7% soit une progression moyenne d'environ 8% par an, nettement supérieure à la seule croissance économique des pays concernés. S'agissant des transactions, la spéculation des cours et des changes et l'absence de contraintes de circulation les ont dopées au point de représenter quotidiennement 50% de la somme totale détenue par les banques centrales mondiales.

13. Deuxième conséquence: vulnérabilités et inégalités induites par l'économie mondiale

Bien que créatrice de richesse, l'économie mondiale n'a cependant jamais paru aussi fragile et source d'inégalités.

L'économie mondiale est fragile parce que ses acteurs sont vulnérables.

Les entreprises sont soumises à une concurrence exacerbée et il leur faut adapter en permanence leur format sous peine de disparaître irrémédiablement. Tout consommateur est un chômeur potentiel. Plus grave, l'instabilité chronique du système financier et l'interdépendance des économies générant un risque mortel pour l'économie mondiale. Personne n'est à présent capable de prévoir l'issue de la crise asiatique qui, bien que circonscrite pour le moment grâce aux milliards du FMI, peut à tout instant contaminer les économies occidentales par effet domino et plonger le monde dans une récession de type « Wall Street 1929 ».

« En redistribuant les cartes de la croissance, la mondialisation a redessiné la carte des inégalités ».

Au Nord, les Etats semblent impuissants à empêcher le délitement des tissus sociaux. Entre les Etats-Unis et l'Europe, deux types de réponses ont été apportées. Aux US, la flexibilité des salaires est très grande. Le SMIC est à 70% de ce qu'il est en France et son pouvoir d'achat s'est érodé de 30% depuis 79. En revanche le taux de chômage est très bas. La réponse européenne a consisté à l'inverse à maintenir un niveau élevé de salaire et de protection, mais à tolérer un taux de chômage en forte augmentation (13% en France en 97). Au Sud, L'Afrique subsaharienne, le monde arabe, l'Asie centrale, et l'Asie du sud (Inde exceptée) restent en marge du développement et, à l'exception du pétrole, ne semblent guère constituer un enjeu majeur pour le capitalisme mondial. Ignorées ou désertées par les capitaux privés, généralement soumises à des contraintes financières fortes, ces zones ne sont plus considérées par les pays riches que par les menaces qu'elles font peser, au premier rang desquelles figurent l'explosion démographique et la pression migratoire qui en découle.

2. FACTEURS CLES DE PUISSANCE DES ENTREPRISES ET DES ETATS

La suppression des frontières, le retrait des Etats des affaires économiques et les progrès technologiques ont permis une croissance des investissements et des échanges au bénéfice des entreprises. Soumises en même temps à une concurrence qui cherche à la supprimer, l'entreprise moderne repose donc plus que jamais sur l'intelligence du travail et du capital. L'Etat quant à lui conserve des responsabilités essentielles. Placé lui même en situation de compétition et dans l'obligation de capter l'entreprise, il lui revient de fournir à celle-ci les hommes et un environnement de soutien propice au fonctionnement et à la vente.

21. Puissance de l'entreprise: qualité des hommes, stratégie d'emploi des capitaux

Dans l'environnement concurrentiel de l'entreprise, la qualité des hommes est essentielle. A l'ère de l'information, il est clair que les connaissances, un bon esprit de synthèse et un jugement sûr restent les qualités de base attendues de tout chef conduit à prendre des décisions. A la base de l'entreprise, la valeur ajoutée de la production des biens et des services commande des hommes rodés aux tâches les plus complexes et donc parfaitement formés. Les connaissances scientifiques et techniques deviennent une sorte de matière première conférant des avantages absolus très supérieurs à ceux qui reposent sur des bas salaires. Le capital immatériel de l'intelligence se substitue de plus en plus au capital matériel.

L'immobilité de la main d'oeuvre commande que les chefs d'entreprise tirent pleinement parti de la mobilité des capitaux. Avec les bénéfices réalisés, faut-il investir dans la recherche pour préparer l'avenir ou faut-il financer plutôt la modernisation de l'appareil productif pour diminuer les coûts? Vaut-il mieux sous-traiter une partie de la production ce qui est plus onéreux mais permet de mieux adapter le format de l'entreprise à la demande, ou vaut-il mieux embaucher? Ce chef d'entreprise, a-t-il intérêt à racheter ce concurrent et récupérer ses parts de marché ou vaut-il mieux qu'il contracte une alliance avec lui et place ses capitaux en bourse ce qui lui permettra de compenser ses pertes dues aux variations de change? Ces quelques exemples montrent la complexité des alternatives, la gravité des enjeux et la nécessité pour le chef de se définir le plus clairement possible une stratégie d'emploi de ses capitaux à mi-chemin entre le risque et la sécurité.

22. Puissance de l'Etat=marché et avantages comparatifs

Pour être économiquement puissant, un Etat doit pouvoir s'appuyer sur des entreprises puissantes qui par leur nombre peuvent conduire au plein emploi et qui par le biais de l'impôt, vont lui procurer des revenus stables. A l'heure de la mondialisation, l'Etat a par conséquent pour rôle essentiel de promouvoir les facteurs de compétitivité recherchés par les entreprises dans le but de les attirer. Ces avantages comparatifs relèvent pour la plupart des fonctions régaliennes de l'Etat. Ce sont la recherche fondamentale, les infrastructures, la stabilité sociale, l'éducation, la sécurité et la qualité de l'environnement. Pour une entreprise, la recherche fondamentale subventionnée par l'Etat est une opportunité qui permet d'économiser des investissements, de minimiser les risques et de procurer des hommes de très grande qualité. Les infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires sont évidemment capitales à l'heure de la mondialisation. La stabilité sociale, l'éducation, la sécurité

et la qualité de l'environnement enfin sont autant d'avantages susceptibles d'épanouir et de motiver les hommes.

Pour attirer l'entreprise, il y a aussi le marché. Plus un marché est important en nombre de consommateurs, plus il y a de perspectives de ventes pour une entreprise qui cherche à s'implanter quelque part. Une politique active en faveur de la natalité et raisonnable en faveur de l'immigration est donc un facteur de puissance clé de l'état.

Conséquence de la juxtaposition des régionalisations et de la mondialisation, l'accélération des échanges et des investissements s'est traduit à la fois par une concurrence exacerbée et un enrichissement des principaux acteurs économiques. Globalement bénéfique, le modèle de développement capitaliste n'en est pas moins générateur d'inégalités et de risques de dérapages graves. L'entreprise y trouve pour l'instant son compte à condition que ses chefs et ses salariés soient à la hauteur, et que ses capitaux fassent l'objet d'une stratégie soigneusement conçue. Pour attirer l'entreprise, l'Etat doit promouvoir ses avantages comparatifs et pratiquer une politique démographique raisonnable.